

PAR COURRIEL

Presidente Iván Duque Marquéz
Presidencia de la Nación, Gobierno de Colombia
contacto@presidencia.gov.co
secretaria.privada@presidencia.gov.co
mesadeentrada@mininterior.gov.co

Toronto, 7 mai 2021

Monsieur le Président,

Le Syndicat des Métallos condamne fermement la répression brutale contre le peuple colombien qui a exercé son droit à la liberté d'expression contre le projet de réforme fiscale et d'autres politiques de votre gouvernement.

Selon les informations que nous avons reçues, une vicieuse escalade militaire s'est produite au cours de laquelle les agences de l'État, nommément la police nationale et l'escouade mobile antiémeute (ESMAD), des groupes de nettoyage social et des policiers en civil, avec l'aide de l'armée, ont intimidé, persécuté, réprimé, blessé et assassiné, non seulement les dirigeants syndicaux et sociaux, mais aussi la population en général, sans distinction.

À ce jour, selon les rapports de différentes organisations de défense des droits humains, des centaines de détentions arbitraires ont eu lieu, plus de 35 manifestants ont été tués et 379 sont toujours portés disparus, 25 personnes ont subi de graves mutilations oculaires et de multiples cas de violations sexuelles par l'ESMAD ont été signalés.

L'annonce du retrait du projet de réforme fiscale ne dispense pas le gouvernement colombien d'assumer la responsabilité des violences et de demander des comptes aux auteurs des violations des droits humains. Nous demandons à votre gouvernement de :

- mettre immédiatement un terme aux violations des droits humains commises à l'encontre des civils participant à des manifestations, et de garantir la sécurité de toutes ces personnes, conformément aux normes relatives aux droits humains internationalement reconnues ;
- enquêter et traduire en justice tous les membres des agences de sécurité de l'État responsables de violations des droits humains commises pendant la grève nationale ;
- s'abstenir de criminaliser et de stigmatiser les manifestations pacifiques ;
- engager de toute urgence un vaste dialogue social et écouter véritablement tous les secteurs de la population pour trouver une solution à la crise immédiate que traverse le pays ;

- mettre en œuvre les accords de paix de 2016 dans leur intégralité.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments distingués,



Ken Neumann
Directeur national pour le Canada, Syndicat des Métallos

CC: L'honorable Marc Garneau, ministre canadien des Affaires étrangères
Marcel Lebleu, Ambassadeur du Canada en Colombie
tur@ituc-csi.org